

# Conférence sociale : toutes ces urgences auxquelles Macron ne répondra pas !

Ce mardi 6 juillet, Macron a convié les 8 organisations syndicales dites « représentatives » de salarié-es et d'employeurs à une conférence sociale censée débattre des « grands défis du moment ». Avec sur la table la discussion sur le retour d'une réforme des retraites saupoudrée d'autres projets socialement tout aussi inacceptables comme la réforme gouvernementale de l'assurance chômage. N'étant pas conviée, l'Union syndicale Solidaires n'aura donc pas la possibilité de lui rappeler de vive voix les revendications qu'il est plus que temps de mettre en place pour répondre aux catastrophes que ses politiques antisociales ont provoquées et enfin sortir d'un système socialement, écologiquement mortifère.

Comme nous l'avons rappelé il y a plusieurs mois, le gouvernement est très loin du compte, à commencer sur le plan sanitaire. La pandémie de COVID 19 n'a fait que rappeler les urgences en termes de service public de santé, sans oublier le social et le médico social, alors que la crise pandémique n'est pas terminée et que d'autres vagues semblent se profiler. Le débat actuel sur la vaccination obligatoire des soignant-es, ces « héros » applaudis lors du premier confinement, ne doit certainement pas masquer qu'aujourd'hui les suppressions de services, de lits et même d'établissements entiers continuent, démontrant ainsi que la logique des coûts prévaut encore, sur tout autre considération !

A l'opposé d'un Ségur de la santé rachitique, nous revendiquons des effectifs indispensables à un service public de la santé en capacité de répondre aux enjeux sanitaires et qui soient recrutés, formés et correctement rémunérés. Il est indispensable que les lits de réanimation promis arrivent enfin dans les services. Par ailleurs, nous exigeons que la population dispose enfin des moyens adaptés pour se protéger efficacement contre la pandémie. Cela doit notamment concerner les travailleurs-euses invisibles qui ont été en première ligne face au virus. Ces premiers-ères de corvée doivent bénéficier des conditions de travail et disposer des salaires en phase avec leur utilité sociale.

La crise économique fait craindre une explosion des licenciements et suppressions d'emplois. La crise sociale s'accompagne d'une crise écologique et climatique. La démocratie ne cesse d'être abîmée par des lois et autres textes liberticides... Il est plus qu'urgent d'inverser réellement le cours des choses ! Plutôt que faire les poches des travailleur-euses pour satisfaire les intérêts financiers au nom d'une dette qu'il faudrait soit disant rembourser, l'urgence, c'est la satisfaction immédiate des besoins sociaux.

Solidaires porte ainsi les mesures indispensables :

- hausse du smic, des minimas sociaux et des retraites pour les porter à 1700 euros net au minimum et hausse de 400 euros des salaires,
- création massive d'emplois dans les services publics, en particulier de santé et d'éducation pour faire face à la pandémie, et à celles à venir, aux besoins sociaux, et la fin des suppressions d'emplois.
- conditionnement social et écologique des aides apportés aux entreprises,
- abrogation immédiate et totale de la réforme de l'assurance chômage, 100 % des chômeurs-euses indemnisé-es au minimum du SMIC et une prolongation de toutes les indemnisations pendant la crise sanitaire et année blanche pour les chômeurs-euses à partir de la reprise complète de l'activité,
- extension du RSA aux 18-25 ans,
- interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits
- partage du travail et baisse du temps de travail à 32h hebdomadaire sans perte de salaire ni flexibilité...

Nous ne nous leurrerons pas, ce n'est pas dans une conférence sociale où Macron cherche à valider ses projets antisociaux que nous pouvons obtenir satisfaction.

**Pour pouvoir mettre en oeuvre toutes ces mesures immédiates et lutter contre les réformes antisociales du gouvernement, seule la lutte et le rapport de force massif peuvent permettre de l'emporter. Cet été verra malheureusement encore les plans sociaux se multiplier. Cet automne doit voir nos luttes locales, sectorielles s'agréger pour ensemble construire un mouvement interprofessionnel massif et victorieux**